



BRÈVES ÉCONOMIQUES Tunisie & Libye

Une publication du Service Economique Régional de Tunis
Semaine du 30 juin 2025

LE CHIFFRE A RETENIR

+2,1% et +6,9%

Les taux de croissance respectifs de la Tunisie
et de la Libye en 2025 attendus par la BAfD

Régional

Selon la BAfD, la région Afrique du Nord devrait connaître un taux de croissance de 3,6% en 2025

Selon le rapport « Perspectives économiques en Afrique 2025 » [publié](#) par le Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD) le 27 mai 2025, la croissance économique en Afrique devrait accélérer de 3,3% en 2024 à 3,9% en 2025 et 4% en 2026, malgré les tensions géopolitiques et commerciales mondiales. La région Afrique du Nord devrait quant à elle enregistrer un taux de croissance de 3,6% en 2025 (après 2,6% en 2024) alors que le Sénégal devrait être l'économie la plus dynamique du continent (+10,3%).

En Tunisie, après s'être établie à 1,4% en 2024, la croissance devrait accélérer à 2,1% en 2025

puis 2,4% en 2026, soutenue par le dynamisme de l'agriculture et du tourisme. Parmi les principaux risques qui pèsent sur ces prévisions figurent les pressions sur la dette publique, qui limitent la capacité d'investissement de l'Etat, ou encore la lenteur des réformes structurelles.

En Libye, après s'être contractée de 3,1% en 2024, l'économie devrait connaître un rebond à 6,9% en 2025 avant de ralentir à 2,9% en 2026, tirée par une hausse de la production pétrolière, en lien avec le programme d'investissement en cours de la compagnie pétrolière nationale (NOC). L'instabilité politique et la volatilité des cours mondiaux du pétrole continuent néanmoins de constituer des risques à la baisse.

Tunisie

La Tunisie se classe au 8^{ème} rang du classement PSDI de la BAfD, qui évalue les services publics en Afrique

La Banque africaine de développement (BAfD) a publié, le 29 mai 2025, la [première édition](#) de son Indice de fourniture des Services Publics (PSDI) en Afrique. Cet outil d'évaluation des services publics couvre 53 pays africains et s'appuie sur plus de 100 indicateurs regroupés en cinq dimensions : (i) énergie et électricité ; (ii) souveraineté alimentaire ; (iii) intégration régionale ; (iv) industrialisation ; et (v) inclusion socio-économique. Chaque indicateur est noté de 0 à 100 selon les performances observées, puis ces notes sont regroupées pour obtenir un score par dimension et un score global reflétant la performance relative des pays. Avec un score global de 53,68/100, supérieur à la moyenne continentale (45,39), la Tunisie se classe à la 8^{ème} position, d'un classement dominé par Maurice (59,96), l'Égypte (58,99) et l'Afrique du Sud (58,89).

Dans le détail, et par rapport aux autres pays africains, la Tunisie réalise de bonnes performances en matière : (i) d'inclusion socio-économique (68,96) grâce à une bonne couverture des services de base tels que le raccordement des foyers aux réseaux d'eau et d'assainissement ; et (ii) d'industrialisation (52,35), en lien avec des infrastructures développées et un environnement des affaires relativement favorable. En revanche, la Tunisie enregistre de faibles performances dans le domaine de l'énergie et de l'électricité (38,32), malgré un accès quasi universel à l'électricité (99% en 2021), en raison notamment d'une forte dépendance aux importations de gaz, d'un mix

énergétique peu diversifié et de la viabilité financière de la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG).

L'ARP adopte le prêt de 50 M EUR de l'AFD pour la modernisation de la protection civile

L'Assemblée des représentants du peuple (ARP) a [adopté](#) le 1^{er} juillet 2025 l'accord de prêt de 50 M EUR (170 M TND) signé le 24 septembre 2024 avec l'Agence française de développement (AFD) et destiné à financer le projet de modernisation de l'Office national de la protection civile (ONPC). Le projet prévoit la construction d'un nouveau siège, la création d'une unité spécialisée, la digitalisation du traitement des appels d'urgence et le renforcement de la formation à la caserne de Zriba. Le prêt, d'une maturité de 20 ans avec une période de grâce de 7 ans, bénéficie d'un taux d'intérêt préférentiel (TEC10 + 2,87%) et est complété par une subvention de 1,5 M EUR pour l'assistance technique, en collaboration avec Expertise France. Le 24 septembre 2025 constitue la date limite pour le décaissement de la première tranche, tandis que le 31 décembre 2030 marque la date butoir pour l'utilisation complète du montant du prêt. Le texte a été adopté avec 98 voix pour, 2 abstentions et 8 contre, après un débat soulignant l'importance de renforcer les capacités de la protection civile face aux catastrophes liées au changement climatique et d'améliorer la couverture des interventions sur le territoire.

L'encours de crédit du secteur de la microfinance progresse de 15,9% en 2024

Selon le [baromètre de la Microfinance](#) publié en mars dernier par l'Autorité de Contrôle de la Microfinance (ACM), le secteur tunisien de la microfinance, composé de 7 institutions de microfinance sous forme de sociétés anonymes (IMF SA) et de 289 associations de microcrédit (AMC), a maintenu en 2024 une dynamique de croissance soutenue. À fin décembre 2024, l'encours total des crédits s'est élevé à 2,6 M TND (environ 760 M EUR), enregistrant une progression de 15,9% par rapport à 2023. Cette expansion est principalement portée par les IMF SA, dont l'encours a progressé de 20,1% pour atteindre environ 2,3 M TND, soit près de 90% de l'encours global du secteur. En revanche, les AMC ont enregistré un repli de leur encours de 11%, s'établissant à 0,28 M TND. Par ailleurs, le nombre de clients actifs a augmenté de 4,2%, pour atteindre 801 404 à fin 2024, dont près des trois quarts sont affiliés à une IMF SA. Concernant la qualité des portefeuilles, une légère dégradation a été observée, avec un ratio de créances en souffrance au-delà de 30 jours (PAR 30) en hausse, passant de 2,5% à fin 2023 à 3% fin 2024. En intégrant les créances radiées, ce ratio se replie de 4,5% à 4,2%, reflétant une gestion plus rigoureuse et proactive du risque de crédit.

Afreximbank et TUCAD signent un partenariat pour valoriser l'expertise tunisienne

En marge des Assemblées annuelles de l'Afreximbank à Abuja, le Tunisia Consortium for African Development (TUCAD) et Afreximbank ont [signé](#) le 27 juin 2025 une convention de partenariat stratégique pour soutenir les projets structurants à fort impact sur le continent africain. Porté par le Tunisia

Africa Business Council, le TUCAD fédère des entreprises tunisiennes de référence dans les infrastructures, l'énergie, l'eau, la logistique, les technologies et l'ingénierie, proposant une offre intégrée de type EPC (Engineering, Procurement, and Construction), de la conception à l'exécution des projets.

Ce partenariat vise à mobiliser les expertises tunisiennes au service du développement en Afrique, en favorisant la création de valeur locale.

Orange Fab a accompagné 40 start-ups depuis 2019

Depuis son lancement en 2019, le programme d'accélération Orange Fab d'Orange Tunisie a accompagné 40 start-ups tunisiennes et a permis la signature de 68 contrats commerciaux, contribuant au développement de l'écosystème entrepreneurial local.

La 7^{ème} saison, récemment clôturée, a intégré 5 start-ups dans l'IA, la RH Tech, l'Ad Tech, la data et l'économie circulaire. Ces start-ups ont suivi un programme de 12 semaines incluant mentorat, accompagnement managérial et rencontre avec des fonds d'investissement (Orange Ventures, Digital Africa, Flat6Labs), tout en bénéficiant d'une visibilité lors d'événements comme VivaTech ou GITEX Africa. Un appui financier pouvant atteindre 15k EUR est proposé selon les projets. Une 8^{ème} saison est d'ores et déjà en préparation.

L'entreprise chinoise Asia Potash manifeste un intérêt pour investir dans le secteur minier tunisien

Dans un [communiqué](#) publié le 1er juillet 2025, le ministère tunisien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie a annoncé avoir reçu une délégation de la société chinoise Asia

Potash International Investment, spécialisée dans l'extraction de potasse et dans la production et la commercialisation d'engrais potassiques. Les représentants de l'entreprise ont exprimé leur intérêt pour un investissement en Tunisie, notamment dans les domaines de la recherche et de l'exploitation minière, ainsi que pour le développement du projet d'extraction de phosphate à la mine de Sra Ouertane, située dans le gouvernorat du Kef. Ils ont également évoqué la possibilité d'un partenariat stratégique avec la Tunisie dans la production d'engrais à base de potasse et de brome. Une première délégation de la société avait déjà été reçue par la FIPA (Foreign Investment Promotion Agency) en avril dernier, où elle avait exprimé une volonté d'investir dans le secteur extractif tunisien. Selon le [communiqué](#) qui avait été publié par la FIPA, l'entreprise chinoise envisageait dans une première phase, l'extraction 1 million de tonnes (M/t) de phosphate avant d'atteindre 8 M/t à moyen terme, pour un investissement total estimé à 800 M USD.

Tableau 1 – Principaux indicateurs structurels de la Tunisie.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	53	56,3	57,9
Croissance du PIB réel, en %	1,4	1,4	1,4
Taux d'investissement, en % du PIB	11,9	10,7	10,3
Taux d'épargne, en % du PIB	10,2	8	7,2
Taux d'inflation annuel moyen, en %	7	6,1	6,5
Solde budgétaire, en % du PIB	-5,9	-5,4	-5,2
Recettes publiques, en % du PIB	28,5	28,1	27,6
Dépenses publiques, en % du PIB	34,5	33,3	33
Dette publique, en % du PIB	83,1	82,9	84,2
Solde courant, en % du PIB	-1,7	-2,7	-3,1
Réserves en devises, en Mds USD	9,2	8,1	7,2
Notation souveraine Fitch/Moody's	CCC+/CAA2 stable	CCC+/CAA1 stable	-

Sources : World Economic Outlook April 2025 Database, FMI.

Tableau 2 – Principaux indicateurs conjoncturels de la Tunisie.

Indicateurs macroéconomiques	Période	Valeur	Var. par rapport à la période précédente
Croissance trimestrielle du PIB, en g.a. en %	T1 2025	+1,6%	-0,8 p.p.
Taux de chômage, en % de la pop. active	T1 2025	15,7%	-0,3 p.p.
Taux d'inflation mensuel, en %	Mai-2025	5,4%	-0,2 p.p.
Recettes touristiques cumulées, en M TND	Au 30/06/2025	3 284 M TND	+8,5% en g.a.
Revenus du travail cumulés, en M TND	Au 30/06/2025	4 007 M TND	+8,4% en g.a.
Indicateurs monétaires et financiers	Période	Valeur	Var. en g.a.
Taux d'intérêt directeur, en %	Depuis le 26/03/2025	7,5%	-0,5 p.p.
Réserves de change, en jours d'importations	Au 03/07/2025	100 jours	-10 jours
USD/TND	Au 02/07/2025	2,90	-7,74%
EUR/TND	Au 02/07/2025	3,37	+0,16%

Sources : INS, BC

Libye

Les transferts budgétaires aux entreprises publiques ont représenté en moyenne 10% du PIB annuel entre 2010 et 2020 selon la Banque mondiale

La Banque mondiale (BM) a publié le 30 juin 2025 [son édition de printemps](#) du Libya Economic Monitor intitulé « Redéfinir le rôle des entreprises publiques en Libye ». Le scénario macroéconomique pour 2024 a été révisé, avec une contraction de la croissance économique désormais estimée à 0,6%, contre 2,9% auparavant. Ce réajustement traduit une progression soutenue du PIB non pétrolier (+7,5%), portée par une consommation publique et privée dynamique, qui a partiellement compensé le recul du PIB pétrolier (-6%) lié à la crise de la Banque centrale de Libye (BCL) en août dernier. Les prévisions pour 2025 restent globalement inchangées avec un rebond de la croissance attendu à 12,3%.

Concernant les entreprises publiques, l'étude menée par la BM recense près de 190 entreprises publiques libyennes, concentrées dans les secteurs de l'énergie (17%), des services financiers (15,4%) et des services industriels (11%), mais ce recensement reste partiel, faute d'autorité centrale de supervision et de transparence des données. Certaines d'entre elles, comme la National Oil Corporation (NOC) ou la General Electricity Company of Libya (GECOL), détiennent des positions monopolistiques dans leurs secteurs respectifs, alors que cinq banques publiques contrôlent près 80% des dépôts et crédits du secteur bancaire. Ces entreprises pèsent lourdement sur les finances publiques, notamment à travers des transferts budgétaires et subventions conséquents. Ces derniers ont représenté en moyenne 10%

du PIB annuel entre 2010 et 2020, principalement destinés à compenser les pertes dans les secteurs des carburants et de l'électricité. En outre, la prédominance des entreprises publiques engendre des distorsions de marché, restreint la concurrence et freine le développement du secteur privé, en particulier des petites et moyennes entreprises (PME). Ces dernières ne contribuent qu'à 5% du PIB (selon l'OCDE), un ratio nettement inférieur à celui observé dans des pays pétroliers comparables comme le Bahreïn ou Oman (25-35%). Afin de favoriser le développement du secteur privé, la BM recommande d'améliorer la gouvernance des entreprises publiques, de libéraliser les secteurs concurrentiels, et de promouvoir le partenariats public-privé.

En mai 2025, le panier de dépenses minimales progresse de 8,2% sur un mois

Selon le dernier rapport [publié](#) par le Programme alimentaire mondial de l'ONU (WFP), le panier de dépenses minimales (MEB) en Libye a augmenté de +8,2% en mai 2025 atteignant 984 LYD, soit la plus forte hausse mensuelle enregistrée depuis le début de l'année. Cette hausse s'explique par l'augmentation marquée des prix dans l'ouest du pays (+24,2% à 1 066 LYD), en lien avec les affrontements à Tripoli qui ont perturbé le commerce et les chaînes d'approvisionnement. Le panier est resté stable dans le sud (954 LYD) et a légèrement reculé dans l'est (-1,7% à 909 LYD). Par catégorie de biens, le MEB est largement composé de produits alimentaires (88%) dont le coût a augmenté de 8,9% sur un mois et de 9,7% sur un an (à 864 LYD). Le panier non alimentaire (120 LYD) a progressé plus modérément (+3,5% sur un mois), porté par la hausse des prix des produits d'hygiène et de nettoyage, partiellement compensée par le repli des prix des carburants.

Tableau 3 – Principaux indicateurs structurels de la Libye.

	2024	2025 (p)	2026 (p)
PIB nominal, en Mds USD	48,4	47,2	47,7
Croissance du PIB réel, en %	1,9	16,1	4,4
Production pétrolière, en M b/j	1,1	1,4	1,5
Taux d'inflation annuel moyen, en %	2,3	2,3	2,3
Solde budgétaire, en % du PIB	-25,1	-5,3	-3,5
Solde courant, en % du PIB	-2	0,3	-0,3
Réserves en devises, en Mds USD	82,9	81,1	79,4

Source : Article IV Consultation for Libya, 25/06/2025.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tunis

Rédaction : SER de Tunis

Abonnez-vous : [S'inscrire](#)

Clause de non-responsabilité – La Direction générale du Trésor s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, elle ne peut en aucun cas être tenue responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.